



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE



SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
DES AFFAIRES EUROPÉENNES

FICHE DE STAGE

Un poste de **stagiaire au secteur JPC**, en charge de la Justice pénale et civile est proposé à une personne suivant en cursus en droit de niveau Master, en Institut d'Études Politiques, à l'École normale supérieure ou en école de commerce.

Ce poste serait pourvoir à partir du 1^{er} novembre 2020 pour une durée de **6 mois** (jusqu'au 30 avril 2021).

Localisation

Secrétariat Général des Affaires européennes (SGAE)
68, rue de Bellechasse - 75700 PARIS

Attributions

Le Secrétariat général des affaires européennes (www.sgae.gouv.fr) est un service du Premier ministre principalement chargé de la coordination interministérielle pour les questions européennes ainsi que pour les activités de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et de l'alimentation (FAO-OAA).

Au sein du SGAE, le secteur « Justice pénale et civile » (JPC) assure la coordination de la position des autorités françaises et la transmission d'informations sur toutes les questions relatives à la coopération judiciaire entre États membres en matière civile et pénale et à la protection des données.

Le(la) stagiaire sera amené(e) à analyser les dossiers européens d'actualité traités par le secteur : acteurs, objectifs, procédures, enjeux juridiques, politiques, économiques et sociaux, mise en œuvre, transposition, contentieux, etc.

La réalisation des missions définies prendra la forme suivante :

- **Participation à l'élaboration d'instructions** sur la base des contributions (écrites ou orales) des différents services ministériels compétents sur les dossiers traités par le secteur, et permettant à la Représentation permanente de la France à Bruxelles de porter la position française et défendre ses intérêts ;

68, rue de Bellechasse 75700 Paris

- **Préparation et participation aux réunions interministérielles** visant à élaborer la position française sur les projets de législation européenne en cours d'élaboration/d'examen au sein des différentes enceintes du Conseil de l'Union européenne ;
- **Élaboration de notes des autorités françaises** ou des papiers visant à faire connaître la position française auprès des États membres, de la Présidence, de la Commission européenne ou des commissions du Parlement européen (Commissions LIBE, JURI...) ;
- **Réalisation de notes de recherche juridique et rédaction de comptes-rendus de réunions** ;
- Diffusion interministérielle des documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission européenne ;
- Prise en compte des travaux du Parlement européen ;
- Suivi des travaux de transposition des directives par les ministères, et de l'activité de la Cour de Justice de l'Union européenne en matière civile, pénale et de protection des données (questions préjudicielles et recours en annulation essentiellement).

Pour la bonne réalisation de ses missions, le stagiaire disposera d'outils mis à disposition par le SGAE (bureau, ordinateur, téléphone), d'un accès à la documentation du service, pour l'accompagnement du chef de secteur et de ses quatre adjoints, chargés des questions suivantes :

- **Coopération judiciaire et droit matériel en matière civile et commercial** (droit international privé des contrats, droit de la famille, droit commercial, droit des sociétés...) ;
- **Droits fondamentaux** (État de droit, groupe FREMP, Agence européenne des droits fondamentaux, suivi de l'application de la Charte des droits fondamentaux, questions relatives aux mineurs isolés...) ;
- **Coopération judiciaire et droit pénal matériel** (Parquet européen, ECRIS-TCN et interopérabilité des systèmes d'information, preuve électronique, Eurojust, lutte contre les contenus illicites en ligne...) ;
- **Protection des données** (révision de textes de l'UE et du Conseil de l'Europe, règlement *e-privacy*, *Privacy Shield*, et suivi du contentieux de la CJUE...)
- **Cyberespace judiciaire et pénal** (E-Justice, désinformation en ligne, intelligence artificielle appliquée à la Justice...) ;
- **Action internationale de l'Union européenne en matière civile et commerciale** (Suivi du CCAG - CNUDCI, CODIP, UNIDROIT, de l'activité du Conseil de l'Europe, adhésion de l'UE à la CEDH, mise en œuvre de la Convention d'Istanbul...)

Connaissances spécifiques souhaitées :

- Intérêt pour les questions européennes (une connaissance du fonctionnement de l'UE et de ses institutions serait un atout) ;
- Capacité d'expertise juridique ;
- Bonne connaissance de l'anglais (rédaction en français à partir de documents diffusés en anglais) ;
- Qualité rédactionnelle ;
- Esprit de synthèse ;
- Organisation.

Connaissances spécifiques souhaitées (langues étrangères, ...) : Lecture des documents en langue anglaise

Observations

Tout renseignement complémentaire concernant le poste peut être obtenu auprès de :

- Renaud HALEM, chef du secteur Espace judiciaire européen (renaud.halem@sgae.gouv.fr – Tél : 01 44 87 10 86)
- Manuella PLACIDE, chef du pôle « ressources humaines, budget et de logistique » (manuella.placide@sgae.gouv.fr - Tél. 01 44 87 11 78).